

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 5 FÉVRIER 1924.

Projet de loi concernant les manifestations de charité.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Mon honorable prédécesseur, M. Emile Vandervelde avait, à la séance de la Chambre du 15 juillet 1920, déposé un projet de loi *concernant les manifestations de charité* (1). La Section centrale, qui fut chargée de l'examiner, en approuva le principe, mais proposa des modalités différentes d'application (2). Par suite de la dissolution des Chambres, le projet devint caduc.

La question n'a nullement perdu de son actualité. L'Œuvre Nationale des Orphelins de la Guerre, à l'initiative de laquelle la proposition avait été formulée, insiste, avec l'Œuvre Nationale des Invalides de la Guerre, sur la nécessité de la prompte adoption par le pouvoir législatif de mesures propres à empêcher l'exploitation de la charité.

Le projet ci-annexé reprend les suggestions émises par la Section centrale de la Chambre et au sujet desquelles les deux œuvres nationales ont marqué leurs préférences.

Nous justifierons plus loin la proposition nouvelle; il nous a paru nécessaire au préalable de rappeler les circonstances qui rendent indispensable l'intervention du législateur.

L'Exposé des Motifs du projet déposé par mon honorable prédécesseur s'exprime à cet égard comme suit :

« Afin de trouver les ressources qui leur sont nécessaires pour remplir la tâche
» de dévouement qu'elles se sont assignées, les œuvres de charité ont volontiers
» recours à l'organisation de fêtes : collectes et loteries, ventes de charité, fancy-
» fairs, concerts, représentations théâtrales et cinématographiques. Sous ces
» formes multiples, il est fait appel à la générosité du public.

(1) *Documents Parlementaires*, Chambre des Représentants. Projet de loi, n° 446 de 1919-1920.

(2) *Documents Parlementaires*, Chambre des Représentants. Rapport de la Section centrale, n° 515 de 1920-1924.

« Lorsque la guerre éclata, un grand élan de charité et de solidarité se manifesta dans le pays entier : les souffrances, les misères imméritées que faisait naître la guerre, excitèrent la compassion au plus haut point : on donna largement, généreusement pour les blessés, les prisonniers, les réfugiés ; et, actuellement, pour ne citer encore que des œuvres de guerre, il ne se passe presque pas de jour où ne s'organisent des manifestations de charité au profit des orphelins de guerre ou des mutilés.

« Or, de ces divers modes de sollicitations du public en faveur d'œuvres de charité, seules les collectes et les loteries sont réglementées (1); quant aux autres modes, aucune disposition de loi n'édicte de prescription particulière, si ce n'est celle qu'institue, au point de vue de l'exemption fiscale, l'article 3 de la loi du 28 février 1920, relative à la taxe spéciale sur les spectacles ou divertissements publics.

« Cet article, qui ne manque pas d'intérêt en l'espèce, énonce en son paragraphe 1 que remise ou modération de la taxe est accordée par le Ministre des Finances si l'organisateur du spectacle ou du divertissement établit que le produit des recettes, sous la seule déduction des frais normaux, a été versé à des œuvres philanthropiques : aux termes du § 1 de l'article 3, l'organisateur doit faire la déclaration du spectacle ou du divertissement au receveur des contributions du ressort l'avant-veille au plus tard.

« Il n'y a donc pas présentement quant aux fêtes de charité d'autres formalités instituées que la formalité fiscale.

« Quiconque peut organiser une fête de charité et percevoir de ce chef des

(1) Pour ces dernières, une autorisation de l'administration communale, de la Députation permanente ou du Roi est nécessaire suivant que le placement des billets se fait dans une commune exclusivement, ou dans plusieurs communes d'une même province ou dans plusieurs provinces. Quant aux collectes, une distinction est nécessaire.

L'arrêté du roi Guillaume du 22 août 1823 soumet aux mêmes autorisations que les loteries, les collectes faites à domicile par des personnes privées ou des établissements autres que les institutions reconnues, « pour adoucir des calamités et des malheurs ».

Il ajoute : 1° que les administrations locales et provinciales n'accorderont cette autorisation qu'après s'être assurées de la vérité des faits allégués et avoir fait des recherches suffisantes sur les individus et leurs mœurs ; 2° qu'elles pourront prescrire telles autres mesures qu'elles jugeront utiles suivant les circonstances locales pour prévenir l'abus qu'on pourrait faire de ces autorisations.

S'il s'agit de collectes faites sur la voie publique, l'arrêté de 1823 n'est pas applicable, mais il est loisible aux Conseils communaux par voie de règlement de les interdire ou de les soumettre soit à une autorisation préalable, soit à d'autres conditions, en vertu des principes généraux de la législation sur la police communale.

La Cour de cassation a proclamé ce principe par deux arrêts : l'un du 2 février 1880 (*Pasic.*, 1880, I, 65); l'autre du 31 mars 1881 (*Pasic.*, 1881, 184).

Par contre, elle refuse ce droit d'interdiction en ce qui concerne les collectes qui se font à domicile même en sonnant de porte à porte.

Cassation, 10 août 1865. *Pasic.*, 1865, I, 307.

M. Giron, dans son *Dictionnaire de Droit administratif*, v° collectes, t. I, p. 136, se range à l'avis de la Cour de cassation sur ces deux questions. (Rapport de la Section centrale du 15 juillet 1920.)

» sommes d'argent à titres divers : droit d'entrée, vente d'objets, vente de
» programmes, etc., et, sauf ce qui vient d'être dit et qui n'est que d'ordre fiscal,
» il n'en doit compte à aucune autorité.

» C'est, dès lors, peut-on dire, l'absence totale de vérification : nul pouvoir n'a
» pour mission de s'enquérir du point de savoir si les fonds qui n'ont été obtenus
» du public que pour être employés au soulagement de telles ou telles misères,
» de telles ou telles infortunes, ont reçu cette affectation charitable.

» Une telle situation doit engendrer des abus; avant la guerre déjà les incon-
» vénients graves en avaient été dénoncés par les œuvres, mais les œuvres de
» guerre ont été amenées à mettre tout spécialement en relief ces abus qui sont
» commis à leur détriment par le fait surtout de particuliers isolés ou se groupant
» occasionnellement dans le but de solliciter la générosité du public.

» L'OEuvre Nationale des Orphelins de la Guerre notamment — nous le
» verrons tantôt plus en détail — réclame des mesures énergiques.

» Que se passe-t-il fréquemment aujourd'hui ?

» Un groupement annonce une fête au profit de victimes de la guerre; cédant
» au sentiment de commisération que suscite leur sort, le public donne généreu-
» sement; la fête terminée, on fait le compte des frais et un tiers à peine des
» fonds recueillis reste pour les œuvres.

» Ce n'est plus là que l'exploitation de la charité.

» Il ne s'agit pas ici évidemment de fêtes organisées par les œuvres sérieuses :
» les dirigeants de pareilles œuvres se seront préalablement occupés de tous les
» détails de l'organisation; ils auront à l'avance soigneusement établi la balance des
» recettes et des dépenses; le but essentiel étant de récolter des ressources en
» faveur de leurs protégés, ils auront eu le souci d'assurer aux fonds qu'ils
» détiennent de donateurs, leur véritable destination : les fonds iront à l'œuvre
» sans avoir été absorbés par les frais et une organisation dispendieuse.

» Les dispositions du projet que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation
» ne seront pas une entrave pour les œuvres sérieuses. Les mesures de contrôle
» autorisées n'entraveront que les organisations d'entreprises artistiques et autres,
» dont le succès est douteux et qui sont présentées sous l'aspect d'une manifesta-
» tion de charité dans le but unique d'assurer la recette et de garantir à l'œuvre
» bénéficiaire un minimum de participation au produit qui sera réalisé.

» C'est au cours de sa séance du 5 mars 1920 que le Conseil d'Administration
» de l'OEuvre des Orphelins de la Guerre a émis le vœu de voir le Gouvernement
» proposer aux Chambres l'adoption de mesures propres à empêcher la continua-
» tion de l'exploitation de la charité sous prétexte de fêtes.

» Dans la communication par laquelle il m'a transmis ce vœu, le Conseil d'Admi-
» nistration de l'OEuvre rappelle tout d'abord qu'en novembre 1919, une circulaire
» ministérielle priait les gouverneurs des provinces d'intervenir auprès des bourg-
» mestres des villes et des communes de leur ressort pour que le produit des
» fêtes organisées au profit des orphelins de la guerre soit versé à l'OEuvre
» Nationale. Or, poursuit le Conseil, divers documents établissent que, malgré
» cette intervention, des sommes recueillies en faveur des orphelins de guerre ne
» lui ont pas été remises : il a aussi été déclaré par des tiers qu'à l'occasion de
» fêtes en faveur de ses protégés, organisées sans l'intervention de l'OEuvre

» Nationale, des frais accessoires et souvent superflus absorbent la plus grande
» partie sinon la totalité du bénéfice (1).

» Pareils résultats, est-il fait observer, sont en complète contradiction avec les
» intentions du public, qui apporte une contribution généreuse à ces manifes-
» tations en raison de l'intérêt qu'inspirent les orphelins de la guerre : de plus, on
» ne peut avoir aucune garantie sur le mode de répartition des fonds recueillis par
» des tiers qui, fréquemment, échappent à tout contrôle efficace.

» L'un des membres du Conseil d'Administration a signalé qu'au cours de la
» guerre, l'Administration communale de Bruxelles avait établi un contrôle précis
» des fêtes de bienfaisance : c'est sur la proposition de ce membre que le Conseil a
» émis le vœu de voir le Gouvernement présenter un projet de loi en vue d'assurer
» aux fêtes et manifestations organisées dans un but de bienfaisance et, notam-
» ment, au profit des orphelins de la guerre, les résultats qu'on est en droit d'en
» attendre sans toutefois que l'autorité préposée à la surveillance ait à s'immiscer
» dans l'organisation.

» Les considérations présentées par l'Œuvre Nationale des Orphelins de la
» guerre ont évidemment une portée générale : c'est en vue d'assurer aux mal-
» heureux de toutes catégories le bénéfice des fêtes organisées à leur profit que,
» par identité de motifs, des mesures s'imposent : le projet de loi vise donc tous
» spectacles et fêtes offerts au public et ayant un but charitable.

(1) L'Œuvre donne deux exemples : une fête organisée à Saint-Josse-ten-Noode, en mars 1920, produit une recette totale de fr. 1.921,20; les frais absorbent : fr. 1.314,12, le bénéfice de l'Œuvre atteint donc à peine le tiers de la recette.

En mai 1920, une fête est donnée à Hal, au profit des orphelins de la guerre : le total des recettes s'est élevé à 1.247 francs, tandis que les frais comportent une dépense de 784 francs, soit 62,87 p. c. des recettes. Voici d'ailleurs l'état détaillé des recettes et des dépenses, ce document est trop significatif pour ne pas être reproduit.

Recettes :

Vente de cartes	fr.	845	
Vente de gâteaux, confiseries, programmes		402	-----
Total.	fr.		1.247

A déduire. Frais généraux :

Location de la salle	fr.	105	
Orchestre.		65	
Cachet		50	
Cartes et ordres de bal		86	
Grimeur		20	
Droit d'auteur		20	
Service de salle.		7 50	
Souper des artistes		60	
Voiture		60	
Pralines		120	
Pâtisseries		105	
Charenterie		24	
Sachets		4	
Boisson (homme service).		20	
Déplacement		22 50	-----
Total.	fr.		784
Bénéfice.	fr.		463

« Exposons maintenant l'économie de la proposition : aux termes de l'article premier, les collectes et ventes de charité sur la voie publique et dans les lieux publics, les représentations théâtrales et cinématographiques, les concerts, bals, concours foires, kermesses, en un mot tous spectacles et fêtes quelconque offerts au public et ayant un but charitable devront faire l'objet d'une déclaration préalable au collège des bourgmestre et échevins.

« L'organisateur ne devra en somme que reproduire au collège des bourgmestre et échevins la déclaration qu'il aura dû faire parvenir, nous l'avons vu plus haut, au receveur des contributions en vue d'obtenir la remise ou la modération de la taxe fiscale.

Le projet primitif conférait ensuite au collège des bourgmestre et échevins le pouvoir d'imposer des mesures de contrôle et spécifiait que ces mesures ne pourraient avoir d'autre but que de *garantir aux bénéficiaires de l'entreprise charitable un avantage raisonnable et de prévenir la dilapidation et le détournement des fonds recueillis.*

L'Exposé des Motifs de ce projet citait, comme exemples de prescriptions de cette nature, l'interdiction de consacrer plus de 50 p. c. de la recette aux frais d'organisation de la fête, l'obligation pour les organisateurs de soumettre au collège un devis des frais prévus et de fournir, dans les quinze jours qui suivent la date de la fête, un bilan détaillé des recettes et des dépenses. l'envoi d'un délégué dans les locaux où se donne la fête.

Étaient encore mentionnées, comme mesures du même ordre, le versement d'une caution à titre de garantie d'un minimum de bénéfices à réaliser, le dépôt au service communal compétent, avant leur mise en circulation, de toutes les cartes d'entrée, de tous les tickets, programmes et autres objets destinés à être vendus pour qu'il y fut apposé un cachet de contrôle, le plombage des boîtes devant servir aux collectes.

La Section centrale de la Chambre estima que le correctif apporté par le texte et tendant à restreindre le domaine dans lequel le collège des bourgmestre et échevins pourrait exercer son droit de réglementation était insuffisant : à son sens, la disposition donnait en fait à cette autorité un pouvoir quasi illimité qui « pouvait donner lieu à des abus et à des vexations surtout dans les petites villes » et les communes, où les passions politiques, les rivalités, la jalousie acquièrent « souvent une acuité très grande ».

« Pour les uns, on se montre sévère dans l'application de ces mesures de contrôle, pour d'autres, on sera très indulgent, si même l'on ne ferme complètement les yeux ».

« En outre, dans les grandes villes, il sera nécessaire, pour mettre à exécution ces dispositions réglementaires d'avoir un personnel spécial et coûteux.

« Au surplus la loi sera complètement inefficace partout où il ne plaira pas aux administrations communales de faire des règlements et c'est ce qui arrivera dans la plupart des villages ou des communes, là où se passent les abus... »

« Enfin ce contrôle de l'administration communale va, le plus souvent, faire double emploi avec celui du fisc ».

Ce sont ces objections qui ont déterminé la Section centrale à rejeter le projet primitif. A son avis, il était préférable d'indiquer *dans la loi* certaines mesures de

précaution très générales qui seraient *obligatoires partout*, dans le but d'éviter le détournement ou le gaspillage des fonds recueillis, mais en laissant *aux œuvres bénéficiaires* le soin de contrôler la recette et les dépenses normales.

C'est ce système qui, ainsi que je l'ai dit au début, a reçu l'adhésion de l'Oeuvre Nationale des Orphelins de la Guerre et de l'Oeuvre Nationale des Invalides de Guerre, j'ai cru aussi devoir m'y rallier.

Les prescriptions inscrites dans le projet qui est soumis à votre approbation, et qui d'ailleurs laisse intacts les droits attribués déjà en la matière aux administrations communales par les lois existantes, sont les suivantes :

Les collectes sur la voie publique ou dans les lieux publics ne pourront être faites qu'au moyen de boîtes scellées par l'administration communale : les trones placés dans les établissements ou dans les magasins au profit des pauvres ou d'œuvres de bienfaisance devront également être scellés par l'autorité communale,

Les cartes, tickets, programmes relatifs aux fêtes de bienfaisance, et qui ne doivent pas porter une marque de contrôle du fisc, en vertu de la loi du 28 février 1920, indiqueront leur prix et seront revêtus du sceau de l'administration communale. Il est inutile de soumettre les autres à un second contrôle.

Nous avons dit plus haut que, suivant l'article premier, la collecte, la vente de charité, le spectacle, la fête, feront l'objet d'une déclaration préalable au collège des bourgmestre et échevins par la personne ou par la direction des comités qui les organisent. Cette déclaration sera accompagnée d'une acceptation écrite des personnes ou de la direction des œuvres appelées à en bénéficier. A défaut de quoi, l'administration communale refusera de sceller les boîtes ou les trones ou d'estampiller les cartes, tickets et programmes. Ce refus entraînera pour les organisateurs l'interdiction de faire mention des œuvres bénéficiaires sur les affiches, réclames, prospectus, cartes, programmes, etc.

Les institutions bénéficiaires pourront déléguer un représentant aux fins de contrôler la recette : mais celui-ci ne pourra s'immiscer dans l'organisation de la fête.

L'administration communale avertira les bénéficiaires du nombre des boîtes ou trones qui auront été scellés, et du nombre des cartes, programmes qui auront été estampillés.

Dans un délai maximum d'un mois, à compter du jour de la manifestation, les organisateurs seront tenus de remettre aux bénéficiaires le compte détaillé de leurs recettes et de leurs dépenses, qui ne peuvent comprendre que les frais normaux. Les cartes, tickets, programmes non reproduits seront considérés comme vendus et leur montant devra être porté en recette.

Ne tombent pas sous l'application de la loi, les collectes faites dans les édifices des cultes ni les fêtes organisées dans des locaux privés sur invitation et au cours desquelles une collecte ou une vente d'objets est faite. Le projet de loi vise uniquement les fêtes offertes au *public*.

Ainsi modifiée, la proposition paraît échapper à la critique. Toute disposition vexatoire est écartée; l'autonomie des œuvres, qui est nécessaire à leur développement, ne subit aucune atteinte. Le projet mettra fin à d'intolérables abus, dont les victimes sont les malheureux. Il importe donc qu'il soit adopté au plus tôt.

Le Ministre de la Justice,

F. MASSON.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 FEBRUARI 1924.

Wetsontwerp betreffende de uitingen van liefdadigheid.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Mijn achtbare voorganger, de heer Emiel Vandervelde heeft, op 15 Juli 1920, een wetsontwerp *betreffende de uitingen van liefdadigheid* ter Kamer neergelegd (1). De Middenafdeeling die gelast was het te onderzoeken heeft het in beginsel goedgekeurd, doch verschillende modaliteiten voor de toepassing voorgesteld (2). Ten gevolge van de ontbinding der Kamers is het ontwerp vervallen.

De kwestie is thans nog even actueel. Het Nationaal Werk voor Oorlogswaarden, door welks initiatief het voorstel tot stand kwam, wijst, samen met het Nationaal Werk voor Oorlogsinvaliden, op de noodzakelijkheid dat de wetgevende macht zonder verwijl de maatregelen zou treffen, die geschikt zijn om de uitbuiting van de liefdadigheid te beletten.

Het hierbijgaand ontwerp neemt de door de Middenafdeeling van de Kamers gegeven wenken over, waarvoor de twee nationale werken een voorkeur hebben betoond.

Verder zullen wij het nieuwe voorstel rechtvaardigen; het leek ons echter gepast de omstandigheden die den wetgever tot optreden in dezen hebben gedwongen vooraf in herinnering te brengen.

De Memorie van Toelichting tot het door mijn achtbaren voorganger neergelegde ontwerp luidt als volgt :

« Om zich de geldmiddelen te verschaffen, die zij noodig hebben ter vervulling van de menschlievende taak welke zij zich ten doel hebben gesteld, nemen de liefdadige werken gaarne hun toevlucht tot het inrichten van feesten : geldinzamelingen en loterijen, liefdadige verkoopdagen, fancy-fairs, concerten, tooneel- en bioscoopvoorstellingen. Ondere deze en

(1) Bescheiden. — Kamer der Volksvertegenwoordigers. Wetsontwerp n^o 446 van 1919-1920.

(2) Bescheiden. — Kamer der Volksvertegenwoordigers. Verslag van de Middenafdeeling n^o 515 van 1920-1921.

» andere vormen wordt op de mildadigheid van het publiek een beroep
» gedaan.

» Toen de oorlog uitbrak, kwam over geheel het land een krachtige drang
» naar menschenliefde en solidariteit tot uiting : het lijden en de onver-
» diende ellende, welke de oorlog veroorzaakte, wekten in de hoogste mate
» het medelijden op. Overvloedige en milde giften werden dan ook gedaan
» ten behoeve der gewonden, der krijgsgevangenen en der uitgewekenen.
» Thans nog, om enkel bij de oorlogswerken te blijven, gaat er haast geen
» dag voorbij, dat zich de liefdadigheid, ten behoeve van oorlogswezen of
» verminkten, onbetuigd laat.

» Van die verschillende wijzen waarop, ten bate van liefdadige werken,
» een beroep gedaan wordt op het publiek, zijn echter thans alleen de geld-
» inzamelingen en de loterijen aan voorschriften onderworpen (1); ten aan-
» zien van de andere liefdadige ondernemingen bevat de wet geen enkele
» bijzondere bepaling, behalve het in zake de fiscale vrijstelling bepaalde in
» artikel 3 der wet van 28 Februari van 1920 betreffende de bijzondere
» belasting op de openbare vertooningen of vermakelijkheden. »

» De eerste paragraaf van dit artikel, dat in verband hiermede niet van
» belang is ontbloot, zegt dat kwijtschelding of vermindering der taxe door
» den Minister van Financiën wordt verleend, als de inrichter der vertoo-
» ning of der vermakelijkheid bewijst dat de ontvangst, onder aftrek
» enkel der normale onkosten, afgestaan werd aan menschenlievende werken :

(1) Voor deze laatste is eene machtiging door het gemeentebestuur, de bestendige depu-
tatie of den Koning noodig, naar gelang de briefjes worden verkocht slechts in ééne
gemeente, ofwel in verscheidene gemeenten van eene en dezelfde provincie, ofwel in ver-
scheidene provinciën.

Wat aangaat de geldinzamelingen, dient een onderscheid te worden gemaakt.

Het doen van inzamelingen *aan de huizen* door private personen of inrichtingen, andere
dan de erkende instellingen, « tot leniging van rampen en ongelukken », moet, krach-
tens het besluit van Koning Willem, d. d. 22 Augustus 1825, op dezelfde wijze toegelaten
worden als de loterijen.

Dit besluit voegt erbij : 1^o dat aan de plaatselijke en provinciale besturen is opgedragen,
die vergunningen niet te verleenen dan na onderzoek omtrent de echtheid der aangevoerde
feiten en omtrent de personen en hunne zedelijkheid; 2^o dat zij elk anderen maatregel
kunnen voorschrijven welke zij naar de plaatselijke omstandigheden zullen nuttig achten
om elk misbruik van die vergunningen te voorkomen.

Is er sprake van inzamelingen op den openbaren weg, dan is het besluit van 1825 niet
van toepassing, doch de gemeenteraden kunnen ze door reglementen verbieden ofwel
afhankelijk stellen hetzij van een voorafgaande vergunning, hetzij van andere voor-
waarden, krachtens de algemeene beginselen der wetten op de gemeentepolitie.

Het Verbrekingshof heeft dit beginsel bevestigd bij twee arresten : het eerste van
2 Februari 1880 (Pasic., 1880, I, 63); het tweede van 31 Maart 1881 (Pasic., 1881, I, 184).

Het neemt integendeel dit recht tot verbod niet aan, wat betreft de geldinzamelingen
aan de huizen, zelfs wanneer men belt van huis tot huis. (Verbreking, 10 Augustus 1863,
Pasic., 1863 I, 307).

In zijn *Dictionnaire de droit administratif*, v^o Collecte, I, blz. 156, vereenigt de heer
Giron zich met de uitspraak van het Verbrekingshof over deze twee vragen.

(Verslag door de Middenafdeeling uitgebracht op 13 Juli 1920.)

» naar luid van de eerste paragraaf van artikel 3 moet de inrichter, uiterlijk
 » twee dagen van te voren bij den ontvanger der belastingen van het
 » gebied, aangifte doen van de vertooning of vermakelijkheid.

» Bijgevolg, zijn er thans voor de liefdadige feesten geen andere formaliteiten te vervullen dan het kwijten der belasting.

» Iedereen heeft het recht een liefdadig feest in te richten en uit dien
 » hoofde ten verschillende titel geldsommen te ontvangen: inkomgeld,
 » verkoop van voorwerpen, programmaverkoop, enz. Behalve hetgeen in
 » verband met de aangehaalde bepaling, die enkel van fiscaal aard is,
 » voorzien werd, is men aan geen enkele autoriteit rekenschap verschuldigd.

» Men mag dan ook zeggen dat er in dezen volstrekt geen nazicht wordt
 » uitgeoefend: geen enkele macht heeft in opdracht te onderzoeken of de
 » gelden, die het publiek alleen gestort heeft om gebruikt te worden ter
 » leniging van een bepaalde ellende of van een bepaald tegenspoed, welk
 » tot dit liefdadig doel worden aangewend.

» Een dergelijke toestand moet tot misbruiken leiden. Reeds vóór den
 » oorlog werd door de liefdadigheidswerken op de ernstige bezwaren ervan
 » gewezen; doch vooral de oorlogswerken vestigden in het bijzonder de aandacht op die misbruiken waaronder zij hadden te lijden door het optreden
 » van alleenstaande particulieren of van particulieren die zich voor de gelegenheid vereenigen ten einde een beroep te doen op de edelmoedigheid
 » van het publiek.

» Het Nationaal Werk voor Oorlogswaarden, inzonderheid, vraagt — zooals
 » nadere bijzonderheden het verder zullen aantoonen — dat krachtvolle
 » maatregelen zouden getroffen worden.

» Wat is thans vaak het geval?

» Eene of andere groep kondigt een feest aan ten bate van slachtoffers
 » van den oorlog: gehoor gevend aan het gevoel van medelijden dat het lot
 » dezer ongelukkigen verwekt, toont het publiek zich edelmoedig; na afloop
 » van het feest wordt de rekening der onkosten opgemaakt en blijft er ternauwernood een derde der ontvangen gelden voor het Werk over.

» Dit kan men enkel uitbuiting der liefdadigheid heeten.

» Hier worden natuurlijk niet de feesten bedoeld, die door degelijke
 » Werken worden ingericht. De personen die aan 't hoofd staan van dergelijke
 » Werken, bekommeren zich vooraf om al de bijzonderheden der
 » inrichting; zij maken vooraf zorgvuldig de balans op der ontvangsten en
 » uitgaven; daar het in de eerste plaats hun doel is geldmiddelen in te
 » zamelen voor hunne beschermelingen, zorgen zij ervoor dat de door hen
 » ontvangen geldsommen hare ware bestemming krijgen; deze komen dan
 » ook ten bate van het Werk; zij worden door geen dure inrichtingskosten
 » opgeslorpt.

» De bepalingen van het ontwerp, dat ik de eer heb u ter goedkeuring
 » voor te leggen, zijn niet hinderlijk voor degelijke werken.

» De door het ontwerp toegelaten nazichtsmaatregelen beletten alleen het
 » inrichten van kunst- en andere feesten, waarvan het welslagen twijfel-

» achtig is en die als eene liefdadige onderneming worden voorgelegd,
 » alleen met het doel om de ontvangst te verzekeren en aan het werk, tot
 » welks voordeel het feest wordt ingericht, een minimum-aandeel in de te
 » ontvangen gelden te waarborgen.

» In de vergadering van 5 Maart 1920 drukte de raad tot beheer van het
 » Nationale Werk voor Oorlogsweezen den wensch uit, dat de Regeering
 » aan de Kamers zou voorstellen maatregelen te treffen om te beletten dat,
 » onder het voorwendsel van feesten, de liefdadigheid nog verder uitgebuit
 » worde. In het schrijven, waarbij mij die wensch werd overgemaakt,
 » herinnert de beheerraad van het werk in de eerste plaats aan den ministe-
 » rielen omzendbrief van November 1919, waarbij den gouverneurs der
 » provincies verzocht werd er bij de burgemeesters der steden en gemeenten
 » van hun gebied op aan te dringen, dat de opbrengst van de ten bate der
 » oorlogsweezen ingerichte feesten aan het Nationale Werk zou overhan-
 » deld worden.

» Nochtans, — zegt verder de beheerraad — bewijzen verschillende
 » documenten dat, ondanks die tusschenkomst, zekere ten bate der oorlogs-
 » weezen ingezamelde gelden niet aan dit werk werden overgemaakt. Ook
 » werd door derden verklaard dat, naar aanleiding van feesten zonder de
 » medewerking van het Nationaal Werk ingericht ten bate zijner bescher-
 » melingen, het grootste deel van de winst, zoondiet de gansche winst, in
 » beslag genomen werd door de bijkomende en vaak overbodige
 » onkosten (1).

(1) Het werk haalt twee voorbeelden aan : een in Maart 1920 te Sint Joost ten-Oode ingericht feest brengt in 't geheel fr. 1.921,20 op; de kosten bedragen fr. 1.544,12; er blijft dus ternauwernood 1/5 der opbrengst ten bate van het werk over.

In Mei 1920 heeft te Halle een feest plaats ten bate der oorlogsweezen : de ontvangsten beloopten 1.247 frank terwijl de onkosten 781 frank bedragen, het is te zeggen 62 87 t. h. der opbrengst.

Zie hier trouwens den omstandigen staat der ontvangsten en uitgaven : het is een te kenschetsend document om het niet over te drukken.

Ontvangsten :

Verkoop van kaarten.	fr.	845	
Verkoop van taarten, suikergoed, programma's . . .		402	— — —
	Te samen fr.		1.247
Af te trekken : Algemeene onkosten :			
Huur der zaal	fr.	105	
Orkest		65	
Cachet		50	
Danskaarten en dansorde		86	
Grimeerkosten		20	
Auteursrechten		20	
Zaaldienst		7 50	
Avondmaal der artisten		60	
Rijtuigen		60	
Pralines		120	
Gebakjes		105	
Slagerswaren		24	
Zakjes		4	
Dranken		20	
Reiskosten		22 50	— — —
	Te samen fr.		784
	Winst fr.		465

» Terecht wordt opgemerkt dat zulk een uitslag volkomen in strijd is met
 » de bedoeling van het publiek, dat dergelijke ondernemingen mild steunt
 » wegens de belangstelling alleen, die het in de oorlogswerzen stelt. Boven-
 » dien bestaat er geene enkele waarborg voor de wijze waarop derden, die
 » vaak aan elke doeltreffende controle ontsnappen, de ontvangen gelden
 » verdeelen. »

« Een der leden van den beheerraad heeft de aandacht gevestigd op het
 » feit dat het gemeentebestuur van Brussel gedurende den oorlog nauw-
 » keurig toezicht hield op de liefdadige feesten; het is op voorstel van dit
 » lid, dat de raad den wensch heeft uitgedrukt de Regeering een wetsvoor-
 » stel te zien indienen, ten einde aan de feesten en ondernemingen die met
 » een liefdadig doel worden ingericht, nameijk ten bate der oorlogsweezen,
 » de opbrengst te verzekeren die men er van verwachten mag, zonder dat
 » echter de autoriteit, die met het toezicht is belast, zich met de inrichting
 » hebbe te bemoeien.

» De door het nationale werk voor oorlogsweezen geuite bedenkingen
 » gelden voor alle liefdadige ondernemingen in het algemeen; het is om aan
 » de ongelukken van allen aard het voordeel te verzekeren der feesten die
 » te hunnen bate worden ingericht, dat er, aangezien dezelfde redenen voor
 » allen pleiten, maatregelen dienen genomen; het wetsvoorstel geldt dus
 » voor alle publieke vertooningen en feesten met een liefdadig doel.

» Laten wij thans uiteenzetten hoe het voorstel is opgevat : naar luid van
 » artikel 1 moet van alle geldinzamelingen, liefdadige verkooping en op den
 » openbaren weg en in openbare lokalen, tooneel- en bioscoopvoorstel-
 » lingen, concerten, dansfeesten, wedstrijden, fooren, kermissen in één
 » woord van welkdange vertooningen en feesten ook, die met een liefdadig
 » doel voor het publiek worden ingericht, bij het college van burgemeester
 » en schepenen vooraf aangifte worden gedaan.

» Van den inrichter wordt eigenlijk niets anders gevraagd dan dat hij bij
 » het college van burgemeester en schepenen dezelfde aangifte zou doen,
 » welke hij, zooals wij hooger hebben gezien, verplicht is den ontvanger der
 » belastingen te doen toekomen, ten einde kwijtschelding of vermindering
 » der fiscale taxe te bekomen. »

Het oorspronkelijke ontwerp kende vervolgens aan het college van burge-
 meester en schepenen de bevoegdheid toe om controle-maatregelen te treffen
 en bepaalde dat deze maatregelen geen ander doel mochten hebben dan
*degenen, te wier bate het feest werd ingericht, eene redelijke winst te waar-
 borgen en te voorkomen dat de ontvangen gelden verspild en voor een ander
 doel aangewend zouden worden.*

Als voorbeelden van voorschriften in dien zin vernoemde de Memorie van
 toelichting tot dit ontwerp het verbod meer dan 50 t. h. der ontvangsten te
 besteden aan de inrichtingskosten van het feest, de verplichting voor de
 inrichters een bestek van de voorziene uitgaven aan het college in te dienen
 en eene omstandige balans der ontvangsten en uitgaven over te leggen
 binnen de vijftien dagen na afloop van het feest, het zenden van een afge-
 vaardigde in de lokalen waar het feest gegeven wordt.

Als maatregelen van denzelfden aard werden nog vermeld : het storten van eenen borgtocht als waarborg voor een minimum-opbrengst, het inleveren bij den bevoegden gemeentedienst, vooraleer zij in omloop worden gebracht, van alle toegangskarten, tickets, programma's en andere voor den verkoop bestemde voorwerpen, om, bij wijze van controle, te worden afgestempeld, de verzegeling der bussen welke voor geldinzamelingen moeten dienen.

De Middenafdeeling der Kamer was van oordeel dat het door den tekst aangebrachte *correctie* tot beperking van het gebied, binnen hetwelk het college van burgemeester en schepenen zijn recht van reglementeering zou kunnen uitoefenen, onvoldoende was : haar erachtens, verkreeg door die bepaling voor de overheid feitelijk eene om zoo te zeggen onbepaalde macht, « welke kon aanleiding geven tot misbruiken en plagerijen, vooral in » de kleine steden en in de gemeenten waar de politieke driften, de afgunst, » de nijd zeer scherp zijn. »

« Voor dezen zal men blijk van gestrengheid geven bij de toepassing van » die contrôle-maatregelen : voor genen zal men zeer toegevend zijn, zoo » men niet de oogen gansch sluit.

» Bovendien zal, in de groote steden, een bijzonder en veel kostend personeel noodig zijn om die reglementsbepalingen ten uitvoer te leggen.

» Overigens, zal de wet volkomen ondoelmatig zijn overal waar het aan » de gemeentebesturen niet believen zal reglementen in te voeren, en dat » zal wel het geval zijn in meest al de dorpen of gemeenten, waar de door » ons hierboven vermelde misbruiken worden gepleegd.

» Ten slotte zal, in de meeste gevallen, die contrôle door het gemeente- » bestuur zonder werkelijk nut uitgeoefend worden tegelijkertijd als de » contrôle door den fiscus. »

Het zijn deze bezwaren die de Middenafdeeling genoopt hebben het oorspronkelijke ontwerp te verwerpen. Het leek haar verkieslijk sommige zeer algemeene voorzorgmaatregelen die *overal verplichtend* zouden zijn *in de wet* te vermelden, ten einde te voorkomen dat de ontvangen gelden verspild of voor een ander doel aangewend zouden worden, maar met dien verstande dat aan de werken ten bate waarvan het *feest gegeven wordt* de zorg wordt overgelaten de ontvangst en de normale uitgaven te controleeren.

Dit stelsel, zooals ik aanvankelijk zei, werd bijgetreden door het Nationale Werk voor Oorlogsweezen en het Nationale Werk voor Oorlogsinvaliden : ik heb gemeend mij daar ook te moeten bij aansluiten.

De bepalingen vervat in het ontwerp, dat u ter goedkeuring wordt voorgelegd, en, dat trouwens de door de bestaande wetten in deze zaak aan de gemeentebesturen toegekende rechten onverlet laat, zijn de volgende :

De geldinzamelingen op den openbaren weg en in openbare lokalen mogen slechts geschieden door middel van bussen, door het gemeentebestuur verzegeld.

De blokken geplaatst, ten bate van de armen of van liefdadige werken, hetzij in de inrichtingen, hetzij in de winkels dienen eveneens verzegeld door de gemeenteverheid.

De toegangskaarten, tickets, programma's die voor het liefdadigheidsfeest bestemd zijn en waarop, krachtens de wet van 28 Februari 1920, het contrôlemerk van den fiscus niet moet aangebracht worden, moeten hun prijs vermelden en voorzien zijn van het zegel van het gemeentebestuur. Het is onnoodig de andere aan een tweede contrôle te onderwerpen.

Wij zegden daareven dat, luidens artikel 1, van de geldinzameling, de liefdadige verkooping, de vertooning, het feest, bij het college van burgemeester en schepenen vooraf aangifte moet worden gedaan door den persoon of door het bestuur van de comiteiten die ze inrichten.

Bij gezegde aangifte moet gevoegd worden eene geschreven toestemming van de personen of het bestuur van de werken, waaraan die uitingen moeten ten goede komen. Zoo niet, weigert het gemeentebestuur de bussen of blokken te verzegelen of de kaarten, tickets en programma's af te stempelen.

Deze weigering heeft voor gevolg dat het den inrichters verboden is de werken te wier bate het feest gegeven wordt op de plakbrieven, reclames, prospectussen, kaarten, programma's, enz., te vermelden.

De werken ten bate waarvan het feest wordt gegeven mogen een afgevaardigden zenden om de ontvangst te contrôleeren; hij mag zich echter niet bemoeien met de inrichting van het feest.

Het getal verzegelde bussen en blokken of gestempelde kaarten, tickets, programma's wordt door het gemeentebestuur ter kennis gebracht van hen, aan wie de uitingen van liefdadigheid ten goede komen.

Binnen ten hoogste ééne maand na de uitingen van liefdadigheid moeten de inrichters eene omstandige opgave van de ontvangsten en de uitgaven, waarbij alleen de normale kosten mogen begrepen zijn, aan de voordeeltrekkenden overhandigen. De niet ingebrachte kaarten, tickets, programma's worden geacht verkocht te zijn en het bedrag daarvan moet als ontvangen geboekt worden.

De wet is niet van toepassing op de geldinzamelingen in de gebouwen van den eeredienst, noch op bij uitnoodiging in privaat-lokalen ingerichte feesten, tijdens welke eene geldinzameling wordt gedaan of voorwerpen worden verkocht. Het wetsontwerp is uitsluitend van toepassing op de feesten aangeboden *aan het publiek*.

Aldus gewijzigd schijnt het voorstel niet meer tot kritiek aanleiding te geven. Elke vexatoire bepaling is geweerd; aan de zelfstandigheid van de werken, welke voor hunne ontwikkeling noodig is, wordt niet getornd. Het ontwerp zal een einde maken aan onduidelbare misbruiken waarvan de ongelukkigen het slachtoffer zijn. Het is dus van belang dat het ten spoedigste aangenomen wordt.

De Minister van Justitie,

F. MASSON.

ANNEXE AU N° 133.

BIJLAGE VAN N° 133.

PROJET DE LOI

concernant les manifestations de
charité.**Albert,****ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut.*Sur la proposition de Notre Mi-
nistre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur
suit, sera présenté en Notre nom,
aux Chambres Législatives, par
Notre Ministre de la Justice :

ARTICLE PREMIER.

Les collectes et ventes de charité
sur la voie publique et dans les
lieux publics, les représentations
théâtrales et cinématographiques,
les concerts, bals, concours, foires,
kermesses, et, en général, tous spec-
tacles et fêtes quelconques offerts au
public et ayant un but charitable,
devront faire l'objet d'une déclara-
tion préalable au collège des bourg-
mestre et échevins.

ART. 2.

La déclaration sera accompagnée
d'une acceptation écrite des per-
sonnes ou de la direction des œuvres
au profit desquelles cette manifesta-
tion de charité est organisée.Les institutions bénéficiaires de
l'entreprise pourront déléguer un
représentant aux fins de contrôler la

ONTWERP VAN WET

betreffende de uitingen van
liefdadigheid.**Albert,****KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, Heil.*Op voorstel van Onzen Minister
van Justitie,WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :Onze Minister van Justitie is ge-
last, in Onzen Naam, bij de Wetge-
vende Kamers het wetsontwerp aan
te bieden, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Van de geldinzamelingen en lief-
dadige verkooping en op den open-
baren weg en in openbare lokalen,
van de tooneel- en biscoopvoorstel-
lingen, concerten, dansfeesten, wed-
strijden, toeren, kermessen en, over
het algemeen, van welkdanige fees-
ten en vertooningen ook, die het
publiek worden aangeboden en met
een liefdadig doel worden ingericht,
moet vooraf bij het college van bur-
gemeester en schepenen aangifte
worden gedaan.

ART. 2.

Bij de aangifte moet gevoegd zijn
een schriftelijke toestemming van
de personen of van het bestuur
der werken waaraan die uiting van
liefdadigheid ten goede komt.De instellingen ten bate waarvan
het feest gegeven wordt, mogen een
vertegenwoordiger aanwijzen om

recette. Il ne pourra s'immiscer dans l'organisation de la fête.

ART. 3.

Les collectes sur la voie publique et dans les lieux publics ne peuvent se faire qu'au moyen de boîtes scellées par l'Administration communale.

Les trones placés soit dans les lieux ou établissements publics, soit dans les magasins, au profit des pauvres ou d'œuvres charitables, devront aussi être scellés par l'Administration communale.

ART. 4.

Les cartes d'entrée, tickets, programmes destinés à être vendus et qui ne sont pas astreints à la marque de contrôle du fisc, en vertu de la loi du 28 février 1920, doivent être revêtus du sceau communal ou d'une autre marque de contrôle de l'Administration communale.

ART. 5.

L'apposition des scellés sur les boîtes et trones et l'estampillage des cartes, tickets, programmes sont refusés si l'acceptation écrite des bénéficiaires prévue à l'article 2 n'est pas déposée.

Ce refus entraîne pour les organisateurs l'interdiction de faire mention des œuvres bénéficiaires sur les affiches, réclames, prospectus, cartes, programmes, etc.

ART. 6.

L'Administration communale fait connaître aussitôt aux œuvres bénéficiaires des manifestations de charité le nombre de boîtes scellées, ou de cartes, tickets, programmes, estampillés.

de ontvangsten te controleeren. Deze mag zich niet inlaten met de inrichting van het feest.

ART. 3.

De geldinzamelingen op den openbaren wegen in openbare lokalen kunnen alleen geschieden door middel van bussen, door het gemeentebestuur verzegeld.

De bussen, ten bate van de armen of van liefdadige werken geplaatst hetzij in de openbare lokalen of inrichtingen, hetzij in de winkels, moeten eveneens door het gemeentebestuur verzegeld zijn.

ART. 4.

De toegangskaarten, tickets, programma's, die tot verkoop bestemd zijn en waarop, krachtens de wet van 28 Februari 1920, het controlemerk van den fiscus niet moet aangebracht worden, moeten voorzien zijn van het gemeentezegel of van een ander controlemerk van het gemeentebestuur.

ART. 5.

Het verzegelen van de bussen en de blokken en het stempelen van de kaarten, tickets, programma's, worden geweigerd, indien de bij artikel 2 voorziene schriftelijke toestemming van de voordeeltrekken-den niet wordt overgelegd.

Deze weigering heeft tot gevolg dat het den inrichters verboden is de voordeeltrekkende werken te vermelden op de plakbrieven, reklames, prospectussen, kaarten, programma's enz.

ART. 6.

Het aantal verzegelde bussen of gestempelde kaarten, tickets, programma's wordt door het gemeentebestuur dadelijk ter kennis gebracht van de werken, aan wie uitingen van liefdadigheid ten goede komen.

ART. 7.

Dans le mois qui suit les manifestations de charité, ses organisateurs sont tenus de remettre aux bénéficiaires déclarés un compte détaillé, avec pièces à l'appui, des recettes brutes et des frais normaux dépensés. Ils en versent le solde aussitôt après sa vérification.

Les cartes, tickets, programmes non représentés sont considérés comme vendus.

ART. 8.

Ne sont pas soumises à la présente loi les collectes faites dans les édifices des cultes, ni les quêtes faites au cours des réunions, fêtes, ventes, spectacles, organisés dans des locaux privés sur invitation.

ART. 9.

L'omission de la déclaration prévue dans l'article premier, l'inexécution des mesures prescrites dans les articles 2, 3, 4 et 7, et la contravention à l'article 5, 2^e alinéa, seront punies d'un emprisonnement d'un à sept jours et d'une amende de 1 à 25 francs, ou d'une de ces peines seulement.

ART. 10.

Les dispositions qui précèdent ne portent pas préjudice aux droits attribués à l'autorité communale par les lois existantes.

Donné à Bruxelles, le 2 février 1924.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

F. MASSON.

ART. 7.

Binnen ééne maand na de uitingen van liëdadigheid moeten de inrichters daarvan een omstandige rekening, met de bewijsstukken, der bruto-ontvangsten en der gedane normale kosten aan de aangegeven voordeeltrekkenden overhandigen. Het saldo wordt door hen gestort zoodra die rekening is onderzocht.

De niet ingebrachte kaarten, tickets, programma's worden geacht verkocht te zijn.

ART. 8.

Deze wet is niet van toepassing op de geldinzamelingen in de gebouwen van den eeredienst, noch op de geldomhalingen op vergaderingen, feesten, verkoopingën, vertooningen, in private lokalen ingericht op uitnoodiging.

ART. 9.

Het verzuim van de bij artikel 1 voorziene aangifte, de niet-naleving van de bij de artikelen 2, 3, 4 en 7 voorgeschreven maatregelen en de overtreding van artikel 5, 2^e lid, worden gestraft met eene gevangenisstraf van een tot zeven dagen en met eene geldboete van 1 tot 25 frank of met slechts ééne dezer straffen.

ART. 10.

Bovenstaande bepalingen laten de rechten, door de heerschende wetten toegekend aan de gemeenteoverheid, onverlet.

Gegeven te Brussel, den 2^e Februari 1924.

Van 's Konings wege :

De Minister van Justitie,